

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 80

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

Protocol tot wijziging van de Overeenkomst ondertekend te Brussel, de 5e Juli 1890, betreffende de oprichting ener Internationale Vereniging tot uitgave der douanetarieven, van het Reglement tot uitvoering van de Overeenkomst tot instelling van een Internationaal Bureau voor de uitgave van de douanetarieven, en van het Proces-verbaal van ondertekening; Brussel, 16 December 1949.

B. TEKST

PROTOCOLE

modifiant la Convention signée à Bruxelles, le 5 juillet 1890, concernant la création d'une Union Internationale pour la Publication des Tarifs Douaniers, et le Règlement d'Exécution de la Convention instituant un Bureau International pour la Publication des Tarifs Douaniers, ainsi que le Procès-verbal de signature, signé à Bruxelles, le 16 décembre 1949

Les représentants des gouvernements signataires,

Convaincus de la grande utilité des travaux du Bureau International pour la Publication des Tarifs Douaniers institué par la Convention du 5 juillet 1890,

Considérant que les ressources prévues par ladite Convention sont insuffisantes pour permettre à ce Bureau de remplir d'une façon adéquate la tâche qui lui a été confiée,

Dûment autorisés à cet effet, sont convenus d'apporter à la Convention du 5 juillet 1890, concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, au Règlement d'exécution de la Convention instituant un Bureau international pour la publication des tarifs douaniers, ainsi qu'au Procès-verbal de signature, les modifications suivantes:

Convention du 5 juillet 1890 concernant la création d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers

Les articles 8 à 10 sont remplacés par les articles suivants:

Article 8

Le budget annuel des dépenses du Bureau international est fixé au chiffre maximum de 500 000 frs. — francs-or.

Article 9

En vue de déterminer équitablement la part contributive des Etats contractants, ceux-ci sont répartis, à raison de l'importance de leur commerce respectif, en sept classes intervenant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, à savoir:

- 1ère classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement à plus de 5 milliards de francs-or: 53 unités.
- 2e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 3 à 5 milliards de francs-or: 36,5 unités.
- 3e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 1,5 à 3 milliards de francs-or: 25 unités.
- 4e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 500 millions à 1,5 milliard de francs-or: 20 unités.
- 5e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 300 à 500 millions de francs-or: 13 unités.
- 6e classe. Pays dont le commerce se monte régulièrement de 100 à 300 millions de francs-or: 8 unités.
- 7e classe. Pays dont le commerce est régulièrement inférieur à 100 millions de francs-or: 3 unités.

Article 10

Pour les pays dont la langue ne sera pas employée par le Bureau international, les chiffres ci-dessus seront respectivement diminués des deux cinquièmes. Ils seront donc réduits:

Pour la 1ère classe:	à 31,8	unités
„ „ 2e	„ : à 21,9	„
„ „ 3e	„ : à 15	„
„ „ 4e	„ : à 12	„
„ „ 5e	„ : à 8	„
„ „ 6e	„ : à 5	„
„ „ 7e	„ : à 1	„

Règlement d'exécution de la Convention instituant un Bureau international pour la publication des tarifs douaniers

Les articles 7, 8 et 10 sont remplacés par les articles suivants:

Article 7

Le montant de la contribution proportionnelle de chaque Etat lui est rendu en abonnements au Bulletin de l'Union calculés au prix de 100 francs-or chacun.

Article 8

Les dépenses sont calculées approximativement comme suit:

A. Traitements des fonctionnaires et employés du Bureau international, y compris un supplément de traitement de 15 %	Frs.-or	250 000,—
B. Frais d'impression et d'envoi du Bulletin de l'Union	Frs.-or	180 000,—
C. Versement à la Caisse de Prévoyance au profit du personnel	Frs.-or	25 000,—
D. Location et entretien du local affecté au Bureau international, chauffage, éclairage, fournitures, frais de bureau, etc.	Frs.-or	30 000,—
E. Dépenses imprévues	Frs.-or	15 000,—
Total	Frs.-or	500 000,—

Article 10

Le Chef du Bureau international est autorisé, sous l'approbation du Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, à reporter sur l'exercice en cours les sommes non employées de l'exercice écoulé. Ces sommes serviront, le cas échéant, à constituer un fonds de réserve.

destiné à parer aux dépenses imprévues. Ladite réserve ne pourra, en aucun cas, dépasser 100 000 Frs.-or. Le surplus permettra éventuellement d'abaisser le prix de l'abonnement au Bulletin, sans accroissement du nombre d'exemplaires garanti par les Etats contractants; cet excédent pourra servir aussi à couvrir les frais qu'occasionnerait l'adjonction d'une nouvelle langue de traduction à celles énumérées à l'article premier.

Cette dernière mesure ne pourra se réaliser qu'avec l'assentiment unanime des Etats et colonies faisant partie de l'Union.

Procès-verbal de signature

Le Procès-verbal de signature annexé à la Convention du 5 juillet 1890 est remplacé par le texte suivant:

Les délégués soussignés, réunis ce jour à l'effet d'apporter les modifications nécessaires à la Convention et au Règlement concernant l'institution d'une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers, ont échangé les déclarations suivantes:

1°. En ce qui concerne la classification des pays de l'Union au point de vue de leur part contributive aux frais du Bureau international (articles 9, 10 et 11 de la Convention):

Les délégués déclarent que les pays adhérents sont rangés dans les classes suivantes et auront à intervenir respectivement dans la proportion du nombre d'unités indiqué ci-après.

Première classe

Allemagne	53 unités	France	53 unités
Etats-Unis d'Amérique ...	53 unités	Grande-Bretagne .	53 unités

Deuxième classe

Australie	36,5 unités	Pakistan	21,9 unités
Belgique	36,5 unités	Pays-Bas	21,9 unités
Canada	36,5 unités	Suède	21,9 unités
Chine	21,9 unités	Union Indienne	36,5 unités
Italie	36,5 unités	U.R.S.S.	21,9 unités
Japon	21,9 unités		

Troisième classe

Argentine	25 unités	Suisse	25 unités
Brésil	15 unités	Tchécoslovaquie ..	15 unités
Danemark	15 unités	Union Sud-Afri-	
Espagne	25 unités	caïne	25 unités

Quatrième classe

Autriche	20 unités	Norvège	12 unités
Chili	20 unités	Philippines	20 unités
Colombie	20 unités	Pologne	12 unités
Cuba	20 unités	Portugal	12 unités
Egypte	12 unités	Roumanie	12 unités
Finlande	12 unités	Turquie	12 unités
Grèce	12 unités	Venezuela	20 unités
Iran	12 unités	Yougoslavie	12 unités
Mexique	20 unités		

Cinquième classe

Bolivie	13 unités	Pérou	13 unités
Bulgarie	8 unités	Siam	8 unités
Hongrie	8 unités	Uruguay	13 unités

Sixième classe

Congo Belge	5 unités	Irak	5 unités
-------------------	----------	------------	----------

Septième classe

Albanie	1 unité	Honduras	3 unités
Costa-Rica	3 unités	Liban	1 unité
Dominicaine (République) ...	3 unités	Luxembourg	3 unités
Equateur	3 unités	Panama	3 unités
Haïti	3 unités	Paraguay	3 unités
		Syrie	1 unité

Le chiffre des cotisations est établi provisoirement en conformité du tableau ci-après. Ces cotisations seront révisées lorsque les circonstances se seront sensiblement modifiées et en tous cas avant le 31 mars 1954.

Première classe

	Somme à payer francs-or.	Nombre d'exemplaires du Bulletin auquel ont droit les pays adhérents.
Allemagne	26 500	265
Etats-Unis d'Amérique	26 500	265
France	26 500	265
Grande-Bretagne	26 500	265

Somme à payer Nombre d'exemplaires
francs-or. du Bulletin auquel ont
droit les pays
adhérents.

Deuxième classe

Australie	18 250	182
Belgique	18 250	182
Canada	18 250	182
Chine	10 950	110
Italie	18 250	182
Japon	10 950	110
Pakistan	10 950	110
Pays-Bas	10 950	110
Suède	10 950	110
Union Indienne	18 250	182
U.R.S.S.	10 950	110

Troisième classe

Argentine	12 500	125
Brésil	7 500	75
Danemark	7 500	75
Espagne	12 500	125
Suisse	12 500	125
Tchécoslovaquie	7 500	75
Union Sud-Africaine	12 500	125

Quatrième classe

Autriche	10 000	100
Chili	10 000	100
Colombie	10 000	100
Cuba	10 000	100
Egypte	6 000	60
Finlande	6 000	60
Grèce	6 000	60
Iran	6 000	60
Mexique	10 000	100
Norvège	6 000	60
Philippines	10 000	100
Pologne	6 000	60
Portugal	6 000	60
Roumanie	6 000	60
Turquie	6 000	60
Venezuela	10 000	100
Yougoslavie	6 000	60

	Somme à payer francs-or.	Nombre d'exemplaires du Bulletin auquel ont droit les pays adhérents.
<i>Cinquième classe</i>		
Bolivie	6 500	65
Bulgarie	4 000	40
Hongrie	4 000	40
Pérou	6 500	65
Siam	4 000	40
Uruguay	6 500	65
<i>Sixième classe</i>		
Congo Belge	2 500	25
Irak	2 500	25
<i>Septième classe</i>		
Albanie	500	5
Costa-Rica	1 500	15
Dominicaine (République)	1 500	15
Equateur	1 500	15
Haiti	1 500	15
Honduras	1 500	15
Liban	500	5
Luxembourg	1 500	15
Panama	1 500	15
Paraguay	1 500	15
Syrie	500	5

2°. En ce qui concerne le paiement des cotisations échéant aux Parties contractantes:

Les délégués déclarent qu'il s'effectuera à Bruxelles *dans le courant du premier trimestre de chaque exercice et en monnaies ayant cours légal en Belgique.*

Si, malgré des rappels à elle adressés par le Gouvernement belge, une des Parties contractantes se trouve en retard de paiement de plus de deux cotisations, le Bureau International des Tarifs Douaniers sera en droit de suspendre temporairement l'envoi de ses publications à ladite Partie contractante.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au Ministère des Affaires Etrangères de Belgique jusqu'au 31 mars 1950 inclus.

A partir de cette date, le présent Protocole sera déposé dans les archives du Gouvernement Belge.

Le présent Protocole entrera en vigueur entre les Etats ayant signé, notifié leur adhésion ou envoyé leurs ratifications au moment où le

total des cotisations annuelles à verser par ces Gouvernements au Bureau International des Tarifs Douaniers dépassera la moitié des dépenses autorisées du Bureau telles qu'elles sont établies par le présent Protocole.

Ultérieurement à la mise en vigueur du présent Protocole, les Etats qui n'ont pas signé le présent Protocole ou qui l'auront signé sous réserve sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement Belge et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres Etats contractants; elle sortira ses effets trente jours après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement Belge.

Fait à Bruxelles en un seul exemplaire le 16 décembre 1949.

Pour l'Allemagne:

*République fédérale de l'Allemagne parafé sous réserve
d'approbation par la Haute Commission Alliée pour
l'Allemagne.*

Dr. LUDWIG IMHOFF

Pour l'Argentine:

Ad referendum

E. MOSS

Pour l'Australie:

J. P. QUINN (le 27 février 1950)

Pour l'Autriche:

K. FARBOWSKY (le 31 mars 1950)

*Sous réserve du consentement définitif du Gouverne-
ment autrichien*

Pour la Belgique:

M. SUETENS

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:

Ad referendum du Parlement Brésilien

R. DE LACERDA LAGO (le 17 mars 1950)

Pour le Canada:

BRUCE MACDONALD (le 31 mars 1950)

Pour le Chili:

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

A. GOMEZ JARAMILLO (le 27 mars 1950)

Pour le Danemark:

B. F. FALKENSTJERNE

Pour Dominicaine (République)

Dr. T. FRANCO FRANCO

Ad referendum

Pour l'Egypte:

A. RACHID (le 7 février 1950)

Pour l'Espagne:

MERRY DEL VAL
DE MORALES

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

R. J. NUMELIN (le 2 février 1950)

Pour la France:

Ad referendum
LECUYER

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

G. COCKERHAM

Pour la Grèce:

T. N. TRIANTAFYLLAKOS (le 12 janvier 1950)

Sous réserve de ratification

Pour Haïti:

E. SYLVAIN (le 25 janvier 1950)

Pour l'Irak:

T. AL-PACHACHI

Pour l'Iran:

Pour l'Italie:

E. CACCIALUPI

Pour le Japon:

T. ISHIDA

Pour le Liban:

J. HARFOUCHE

Pour le Luxembourg:

J.-P. KREMER

Pour le Mexique:

Ad referendum

F. A. DE ICAZA

Pour la Norvège:

Sous réserve de ratification

J. RAEDER (le 7 mars 1950)

Pour le Pakistan:

H. ALI (le 20 mars 1950)

Pour les Pays-Bas:

B. PH. VAN HARINXMA THOE SLOOTEN

(le 28 mars 1950)

Pour la Suède:

Sous réserve de l'approbation du Parlement

G. VON OTTER (le 15 février 1950)

Pour la Suisse:

A. MARCIONELLI

Pour la Syrie:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Turquie:

Pour l'Union de l'Afrique du Sud:

PH. R. BOTHA (le 31 mars 1950)

Pour l'Union Indienne:

B. F.-H. B. TYABJI (le 9 février 1950)

Pour le Venezuela:

Pour la Yougoslavie:

Sous réserve d'approbation ultérieure

M. RISTIC

C. VERTALING

PROTOCOL

tot wijziging van de Overeenkomst ondertekend te Brussel, de 5e Juli 1890, betreffende de oprichting ener Internationale Vereniging tot uitgave der douanetarieven, en het Reglement tot uitvoering van de Overeenkomst tot instelling van een Internationaal Bureau voor de uitgave van de douanetarieven, benevens het Proces-verbaal van ondertekening, ondertekend te Brussel, de 16e December 1949

De vertegenwoordigers van de Regeringen, die de Overeenkomst ondertekend hebben,

Overtuigd van het grote nut van de verrichtingen van het Internationaal Bureau voor de uitgave van de douanetarieven, ingesteld bij Overeenkomst van 5 Juli 1890,

Overwegende dat de geldmiddelen voorzien bij bedoelde Overeenkomst onvoldoende zijn om dit Bureau in staat te stellen de hem toevertrouwde taak behoorlijk te vervullen,

Daartoe behoorlijk gemachtigd, zijn overeengekomen in de Overeenkomst van 5 Juli 1890, betreffende de oprichting van een Internationale Vereniging tot uitgave der douanetarieven, in het Reglement tot uitvoering van de Overeenkomst tot instelling van een Internationaal

Bureau voor de uitgave van de douanetarieven, alsmede in het Proces-verbaal van ondertekening, de volgende wijzigingen aan te brengen:

Overeenkomst van 5 Juli 1890 betreffende de oprichting van een Internationale Vereniging tot uitgave der douanetarieven

De artikelen 8 en 10 worden vervangen door de volgende artikelen:

Artikel 8

De jaarlijkse begroting van uitgaven van het Internationaal Bureau wordt vastgesteld op een bedrag van ten hoogste 500 000 frs goudfrancs.

Artikel 9

Ten einde naar billijkheid de bijdrage vast te stellen van de overeenkomstsluitende Staten, worden deze overeenkomstig de belangrijkheid van hun onderscheidene handelsomzetten, ingedeeld in zeven klassen, die elk deelnemen naar reden van een bepaald aantal eenheden, te weten:

- 1e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld meer dan 5 milliard goudfrancs beloopt: 53 eenheden.
- 2e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld van 3 tot 5 milliard goudfrancs beloopt: 36,5 eenheden.
- 3e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld van 1,5 tot 3 milliard goudfrancs beloopt: 25 eenheden.
- 4e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld van 500 millioen tot 1,5 milliard goudfrancs beloopt: 20 eenheden.
- 5e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld van 300 tot 500 millioen goudfrancs beloopt: 13 eenheden.
- 6e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld 100 tot 300 millioen goudfrancs beloopt: 8 eenheden.
- 7e klasse. Landen, waarvan de handel geregeld minder bedraagt dan 100 millioen goudfrancs: 3 eenheden.

Artikel 10

Voor de landen, waarvan de taal niet gebruikt wordt door het Internationale Bureau, zullen de bovenstaande getallen onderscheidenlijk verminderd worden met twee vijfden. Ze worden dus verlaagd:

	voor de 1e klasse tot	31,8	eenheden	
„	„	2e	„	21,9
„	„	3e	„	15
„	„	4e	„	12
„	„	5e	„	8
„	„	6e	„	5
„	„	7e	„	1

Reglement tot uitvoering van de Overeenkomst tot instelling van een Internationaal Bureau voor de uitgave van de douanetarieven

De artikelen 7, 8 en 10 worden vervangen door de volgende artikelen:

Artikel 7

Voor het bedrag van de evenredige bijdrage van elke Staat worden hem abonnementen verstrekt op het Bulletin van de Vereniging berekend tegen een prijs van 100 goudfrancs per stuk.

Artikel 8

De uitgaven worden bij benadering als volgt berekend:

A. Salarissen van de ambtenaren en beambten van het Internationaal Bureau met inbegrip van een salarisbijslag van 15 %	goudfrs. 250 000,—
B. Kosten van drukken en verzenden van het Bulletin van de Vereniging	goudfrs. 180 000,—
C. Bijdrage aan het Voorzieningsfonds ten bate van het personeel	goudfrs. 25 000,—
D. Huur en onderhoud van de voor het Internationale Bureau bestemde lokaliteit, verwarming, verlichting, bureaubehoeften, bureaunkosten, enz.	goudfrs. 30 000,—
E. Onvoorziene uitgaven	goudfrs. 15 000,—
Totaal	goudfrs. 500 000,—

Artikel 10

Het Hoofd van het Internationaal Bureau is bevoegd, met goedkeuring van de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken, de onbestede bedragen van het afgelopen boekjaar naar het lopende boekjaar over te brengen. Deze bedragen zullen eventueel strekken tot vorming van een reservefonds bestemd tot het bestrijden van onvoorziene uitgaven. Bedoelde reserve mag in geen geval 100 000 goudfrancs te boven gaan. Een overschot zal het eventueel mogelijk maken de abonnementsprijs op het bulletin te verlagen, zonder vergroting van het aantal exemplaren door de overeenkomstsluitende Staten gewaarborgd; dit overschot kan ook gebruikt worden om de kosten te dekken, welke de toevoeging van een nieuwe taal voor vertaling aan de in het eerste artikel genoemde zou veroorzaken.

Tot deze laatste maatregel kan slechts worden overgegaan met algemene instemming van de Staten en Koloniën welke deel uitmaken van de Vereniging.

Proces-verbaal van ondertekening

Het Proces-verbaal van ondertekening gehecht aan de Overeenkomst van 5 Juli 1890 wordt vervangen door de volgende tekst:

De ondergetekenden gedelegeerden, heden bijeengekomen teneinde de noodzakelijke wijzigingen aan te brengen in de Overeenkomst en in het Reglement betreffende de instelling van een Internationale Vereniging tot uitgave van de douanetarieven, hebben de volgende verklaringen uitgewisseld:

1°. Wat betreft de classificatie van de landen der Vereniging met het oog op hun bijdrage in de kosten van het Internationaal Bureau (artikelen 9, 10 en 11 van de Overeenkomst),

Verklaren de gedelegeerden, dat de aangesloten landen worden gerangschikt in de volgende klassen en onderscheidenlijk moeten bijdragen naar verhouding van het hierna aangegeven aantal eenheden.

Eerste klasse

Duitsland	53 eenheden	Frankrijk	53 eenheden
Ver. Staten van Amerika ...	53 eenheden	Groot-Britannië	53 eenheden

Tweede klasse

Australië	36,5 eenheden	Pakistan	21,9 eenheden
België	36,5 eenheden	Nederland	21,9 eenheden
Canada	36,5 eenheden	Zweden	21,9 eenheden
China	21,9 eenheden	India	36,5 eenheden
Italië	36,5 eenheden	U.S.S.R.	21,9 eenheden
Japan	21,9 eenheden		

Derde klasse

Argentinië ...	25 eenheden	Tsjechoslowakije	15 eenheden
Brazilië	15 eenheden	Unie van Zuid-Afrika .	25 eenheden
Denemarken ...	15 eenheden		
Spanje	25 eenheden		
Zwitserland ...	25 eenheden		

Vierde klasse

Oostenrijk ...	20 eenheden	Noorwegen ...	12 eenheden
Chili	20 eenheden	Philippijnen	20 eenheden
Columbia ...	20 eenheden	Polen	12 eenheden
Cuba	20 eenheden	Portugal	12 eenheden
Egypte	12 eenheden	Roemenië	12 eenheden
Finland	12 eenheden	Turkije	12 eenheden
Griekenland .	12 eenheden	Venezuela ...	20 eenheden
Iran	12 eenheden	Joegoslavië ...	12 eenheden
Mexico	20 eenheden		

Vijfde klasse

Bolivia	13 eenheden	Peru	13 eenheden
Hongarije	8 eenheden	Siam	8 eenheden
Bulgarije	8 eenheden	Uruguay	13 eenheden

Zesde klasse

Belgische Congo	5 eenheden	Irak	5 eenheden
-----------------------	------------	------------	------------

Zevende klasse

Albanië	1 eenheid	Honduras	3 eenheden
Costa-Rica	3 eenheden	Libanon	1 eenheid
Dominicaanse Republiek ...	3 eenheden	Luxemburg ...	3 eenheden
Ecuador	3 eenheden	Panama	3 eenheden
Haïti	3 eenheden	Paraguay	3 eenheden
		Syrië	1 eenheid

Het bedrag der bijdragen wordt voorlopig vastgesteld volgens de onderstaande tabel. Deze bijdragen zullen worden herzien wanneer de omstandigheden merkbaar gewijzigd zijn en in elk geval vóór 31 Maart 1954.

	Verschuldigd bedrag goudfrancs.	Aantal exemplaren van het Bulletin waarop de toetreden landen recht hebben.
<i>Eerste klasse</i>		
Duitsland	26 500	265
Ver. Staten van Amerika	26 500	265
Frankrijk	26 500	265
Groot-Britannië	26 500	265
<i>Tweede klasse</i>		
Australië	18 250	182
België	18 250	182
Canada	18 250	182
China	10 950	110
Japan	10 950	110
Pakistan	10 950	110
Nederland	10 950	110
Zweden	10 950	110
India	18 250	182
U.S.S.R.	10 950	110
<i>Derde klasse</i>		
Argentinië	12 500	125
Brazilië	7 500	75
Denemarken	7 500	75
Spanje	12 500	125
Tsjechoslowakije	7 500	75
Unie van Zuid-Afrika	12 500	125

Verschuldigd
bedrag
goudfrancs. Aantal exemplaren van
het Bulletin waarop de
toege treden landen
recht hebben.

Vierde klasse

Oostenrijk	10 000	100
Chili	10 000	100
Columbia	10 000	100
Cuba	10 000	100
Egypte	6 000	60
Finland	6 000	60
Griekenland	6 000	60
Iran	6 000	60
Mexico	10 000	100
Noorwegen	6 000	60
Philippijnen	10 000	100
Polen	6 000	60
Portugal	6 000	60
Roemenië	6 000	60
Turkije	6 000	60
Venezuela	10 000	100
Joegoslavië	6 000	60

Vijfde klasse

Bolivia	6 500	65
Bulgarije	4 000	40
Hongarije	4 000	40
Peru	6 500	65
Siam	4 000	40
Uruguay	6 500	65

Zesde klasse

Belgische Congo	2 500	25
Irak	2 500	25

Zevende klasse

Albanië	500	5
Costa Rica	1 500	15
Dominicaanse Republiek	1 500	15
Ecuador	1 500	15
Haiti	1 500	15
Honduras	1 500	15
Libanon	500	5
Luxemburg	1 500	15
Panama	1 500	15
Paraguay	1 500	15
Syrië	500	5

2°. Wat betreft de betaling van de aan de overeenkomstsluitende Partijen toevallende bijdragen:

Verklaren de gedelegeerden dat deze zal plaats hebben te Brussel *in de loop van het eerste kwartaal van elk dienstjaar en in een muntsoort die wettelijk gangbaar is in België.*

Indien, ondanks tot haar gerichte aanmaningen van de Belgische Regering, een der overeenkomstsluitende Partijen in de betaling van meer dan twee bijdragen ten achter is, heeft het Internationaal Bureau voor de douanetarieven het recht om tijdelijk de verzending van zijn uitgaven aan bedoelde overeenkomstsluitende Partij te staken.

Dit Protocol zal ter ondertekening opgesteld blijven bij het Belgische Ministerie van Buitenlandse Zaken tot en met 31 Maart 1950.

Van deze datum af zal dit Protocol in de archieven van de Belgische Regering worden neergelegd.

Dit Protocol zal in werking treden tussen de Staten, welke ondertekend hebben, toetrededen zijn of hun bekrachtigingen hebben ingezonden, op het ogenblik waarop het totaal der jaarlijkse bijdragen door die Regeringen te storten bij het Internationaal Bureau voor de douanetarieven de helft der toegestane uitgaven van het Bureau, zoals bij dit Protocol vastgesteld, overschrijdt.

Na het van kracht worden van dit Protocol, worden de Staten, die dit Protocol niet of onder voorbehoud ondertekend hebben, op hun verzoek toegelaten om toe te treden. Deze toetreding wordt langs diplomatieke weg ter kennis gebracht van de Belgische Regering en door deze aan elk der Regeringen van de overige overeenkomstsluitende Staten; zij wordt effectief dertig dagen na het verzenden van de kennisgeving door de Belgische Regering.

Gedaan te Brussel in een enkel exemplaar de 16e December 1949.

(Zie voor de ondertekeningen de Franse tekst.)

E. BEKRACHTIGING

België ¹⁾: 15 Maart 1950

Joegoslavië: 28 Maart 1950

Japan ¹⁾: 5 Mei 1950

Oostenrijk: 5 Juni 1950 (kennisgeving 2 Augustus 1950)

Zweden: 9 Juni 1950 (kennisgeving 2 Augustus 1950)

Frankrijk: 21 Juni 1950 (kennisgeving 1 September 1950)

Duitsland: 22 Juni 1950 (kennisgeving 1 September 1950)

Noorwegen: 2 Maart 1951 (kennisgeving 15 Mei 1951)

¹⁾ Bekrachtigd op grond van een voorbehoud gemaakt in de volmacht tot ondertekening.

F. TOETREDING

Syrië: 21 Juni 1950 (kennisgeving 1 September 1950)
 Iran: 19 Juli 1950 (kennisgeving 1 September 1950)
 Philippijnen: 26 Juli 1950 (kennisgeving 1 November 1950)
 Venezuela: 15 September 1950 (kennisgeving 16 October 1950)
 Chili: 27 September 1950 (kennisgeving 15 November 1950)
 Peru: 20 November 1950 (kennisgeving 15 Januari 1951)

G. INWERKINGTREDING

Overeenkomstig zijn voorlaatste alinea is het Protocol op 5 Mei 1950 in werking getreden voor de landen, die het zonder voorbehoud hadden ondertekend, alsmede voor de landen, die het onder voorbehoud van bekrachtiging ondertekend en vóór of op 5 Mei 1950 bekrachtigd hadden.

Overeenkomstig zijn laatste alinea treedt het Protocol in werking voor de landen, die hun akte van bekrachtiging of van toetreding na 5 Mei 1950 te Brussel nederleggen, dertig dagen na de daarvan door de Belgische Regering gedane kennisgeving.

J. GEGEVENS

Zie *Tractatenblad* 1951 No. 79 voor de op 5 Juli 1890 te Brussel ondertekende (en bij het onderhavige Protocol gewijzigde) overeenkomst betreffende de oprichting ener internationale vereniging tot uitgave der douanetarieven, het reglement tot uitvoering dier overeenkomst en het proces-verbaal van ondertekening.

Het onderhavige Protocol is op 4 October 1950 geregistreerd bij het Secretariaat van de Verenigde Naties onder No. 924.

Uitgegeven de zes en twintigste Juni 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
 STIKKER.